

**COMMUNIQUÉ***Pour diffusion immédiate***BUDGET QUÉBÉCOIS, RAPPORT GODBOUT, SECTEUR FINANCIER: LES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS SONT AMBIVALENTS**

**MONTRÉAL, le 6 mai 2015** - Dans un sondage effectué du 20 avril au 4 mai 2015, les membres de l'Association des économistes québécois se sont exprimés sur certaines questions de l'actualité économique et politique..

**Des objectifs budgétaires difficiles à atteindre**

Le budget 2015-2016 du gouvernement du Québec vise un surplus de 1,6 G\$ qui sera versé au Fonds des générations, ainsi qu'une croissance de ce surplus au cours des quatre prochaines années. Bien qu'une majorité (59 %) des économistes consultés considère justifiés des objectifs budgétaires aussi ambitieux, une majorité encore plus nette (88 %) est d'avis que ceux-ci seront difficiles à atteindre compte tenu de l'ampleur des réformes à effectuer et des ententes à conclure avec les employés du secteur public. Ainsi, seulement 38% des répondants estiment réalistes les prévisions de revenus du budget. Par ailleurs plus des 2/3 (68%) d'entre eux croient que le que le gouvernement ne pourra faire autrement que de réduire le niveau des services offerts à la population et de se retirer de certains champs d'activité. Neuf économistes sur dix (89 %) croient que le gouvernement devrait viser des gains d'efficacité dans l'organisation du travail et dans la prestation des services publics

**Appui au rapport de la commission Godbout mais avec quelques réserves**

La commission d'examen sur la fiscalité présidée par le fiscaliste Luc Godbout a produit une série de recommandations pour accroître l'efficacité, l'équité et la compétitivité du régime fiscal québécois. Les économistes québécois appuient deux des principales recommandations de la commission, soit l'augmentation des taxes et des tarifs en contrepartie d'une réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers (63% sont favorables), et l'élimination des crédits d'impôt remboursables pour les grandes entreprises (62 %). Cependant, une majorité (57 %) des répondants au sondage croit que l'augmentation de la TVQ à 11 % risque de favoriser le marché noir pour certains produits et services et la moitié (52 %) d'entre eux croient qu'il serait hasardeux d'imposer davantage les gains en capital.

**L'apport du secteur financier à l'économie : des plus et des moins**

Le prochain congrès de l'Association des économistes québécois se tiendra à Montréal du 20 au 22 mai sur le thème «*L'économie et la finance : y a-t-il une rupture?*». À cet égard, les répondants au sondage ont des sentiments partagés. Ainsi, ils sont nettement d'avis que le secteur financier fournit des services utiles et de bonne qualité ainsi que des rendements appréciables aux entreprises et aux individus. De même, dans une proportion de 82% ils estiment que la solidité et la crédibilité des institutions financières aident à attirer les investisseurs. Cependant, du même souffle, une majorité de répondants déplore que le monde de la finance ait tendance à créer des produits financiers opaques, à privilégier les rendements à court terme, à faciliter l'évasion fiscale et à prendre des risques excessifs. Aussi, avec une unanimité rare dans la profession, 100% des répondants sont d'avis que l'Autorité des marchés financiers devrait disposer de ressources suffisantes pour bien s'acquitter de ses responsabilités.

Pour deux tiers (67 %) des répondants), Montréal peut tirer son épingle du jeu comme place financière

grâce à la présence de plusieurs institutions financières d'envergure et à la disponibilité de professionnels et de chercheurs experts. La spécialisation dans les produits dérivés pourrait aussi constituer un atout mais à ce sujet les économistes sont moins catégoriques puisque plus du tiers (38%) croient que ce facteur a pu aussi contribuer à déplacer l'activité financière vers Toronto, Calgary et Vancouver. De toute façon, les répondants au sondage estiment que rien n'est acquis malgré les atouts dont dispose Montréal. En effet, plus de la moitié d'entre eux (56 %) croient que l'évolution des marchés financiers, qui a mené à l'introduction de nouveaux acteurs et de nouvelles pratiques d'investissement, rend plus vulnérables certaines entreprises québécoises aux prises de contrôle étranger.

**Conjoncture économique : un regain d'optimisme depuis l'automne**

Grâce à des facteurs comme la dépréciation du huard et la poursuite des investissements en infrastructures par le gouvernement du Québec, la grande majorité (85 %) des économistes interrogés sont d'avis que la situation économique du Québec va se maintenir ou s'améliorer au cours des six prochains mois. Il s'agit d'une progression sensible par rapport au sondage effectué en novembre dernier (79%).

## L'ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS

*L'Association des économistes québécois est une association professionnelle à but non lucratif fondée en 1975 dans le but de répondre aux besoins et aux intérêts des économistes œuvrant dans divers secteurs d'activités au Québec : entreprise privée, secteur public, milieux syndicaux, associations sectorielles, monde universitaire, etc.*

*Par son congrès annuel, les sondages réalisés auprès de ses membres et ses autres activités, l'Association veut contribuer à la diffusion du savoir économique auprès du public. L'Association se donne aussi comme objectif d'intervenir de façon crédible et impartiale sur les enjeux économiques qui confrontent la société québécoise.*

## CONTACTS

### **Association des économistes québécois**

Bernard Barrucco, Directeur général, Association des économistes québécois  
(418) 663-6613 / (418) 681-9247 - [bernardbarrucco@economistesquebecois.com](mailto:bernardbarrucco@economistesquebecois.com)

### **Léger**

Sébastien Poitras, conseiller en recherche  
(514) 982-2464 - [spoitras@leger360.com](mailto:spoitras@leger360.com)

**Résultats détaillés du sondage**

*Le sondage a été réalisé par Internet. Dans l'ensemble, 176 des 539 membres de l'Association rejoints par courriel y ont répondu. Un échantillon probabiliste de cette taille aurait une précision de  $\pm 6,1$  %, et ce, 19 fois sur 20.*

**Tableau 1**  
**Question 1**

Depuis quelques mois, une reprise économique se manifeste lentement dans la zone euro ; néanmoins, la croissance économique mondiale a ralenti, notamment aux États-Unis où la création d'emplois a récemment été moins forte et surtout au Canada où l'économie a été affectée par la baisse des cours du pétrole et les efforts des divers gouvernements pour retourner à l'équilibre budgétaire. Cependant, la dépréciation du huard et la décision récente de la Banque du Canada d'abaisser le taux bancaire, ainsi que la poursuite des investissements en infrastructure par le gouvernement du Québec, pourraient soutenir un tant soit peu l'économie.

***Au cours des six prochains mois, est-ce que la situation économique du Québec devrait, à votre avis...***

Base : tous les répondants (n=176)

	MAI 2015 (n=176)	NOV. 2014 (n=167)	AVRIL 2014 (n=160)	MARS 2014 (n=174)	NOV. 2013 (n=209)	MAI 2013 (n=194)	FÉV. 2013 (n=173)	NOV. 2012 (n=170)	JUILLET 2012 (n=192)	MARS 2012 (n=175)
Se détériorer	15 %	17%	6 %	14 %	11 %	22 %	13 %	23 %	23 %	23 %
Se maintenir	48 %	50%	43 %	53 %	58 %	63 %	67 %	68 %	65 %	63 %
S'améliorer	37 %	29%	48 %	30 %	28 %	13 %	17 %	8 %	11 %	11 %
Sans opinion	1 %	5 %	5 %	3 %	3 %	2 %	3 %	1 %	2 %	3 %

	OCT. 2011 (n=183)	JUIN 2011 (n=173)	MARS 2011 (n=164)	NOV. 2010 (n=198)	JUIL. 2010 (n=233)	MARS 2010 (n=205)	OCT. 2009 (n=213)	MAI 2009 (n=228)	FÉV. 2009 (n=156)
Se détériorer	35 %	8 %	8 %	12 %	7 %	3 %	7 %	27 %	82 %
Se maintenir	58 %	65 %	62 %	70 %	60 %	51 %	50 %	47 %	17 %
S'améliorer	7 %	26 %	30 %	17 %	32 %	45 %	42 %	24 %	1 %
Sans opinion	1 %	1 %	0 %	1 %	1 %	1 %	1 %	2 %	0 %

**Tableaux 2**  
**Question 2**

Le gouvernement du Québec a opté pour un budget équilibré en 2015-2016, au sens de la loi sur l'équilibre budgétaire, i.e. il vise en réalité un excédent de 1,6 G\$ en 2015-2016, ainsi qu'une croissance de cet excédent dans les 4 exercices financiers suivants. À cette fin, il mise sur une plus faible croissance des dépenses, notamment en santé et en éducation, qui impliquera une réduction des effectifs et un gel de la rémunération globale. Par ailleurs, exclusion faite des revenus provenant des entreprises d'État, le budget prévoit un accroissement de 5,3 % des revenus autonomes du gouvernement en 2015-2016.

Croyez-vous que :

**Base : tous les répondants (n=176)**

	OUI	NON	Je ne sais pas / Refus
l'objectif budgétaire que le gouvernement s'est fixé est un objectif ambitieux, mais nécessaire et réalisable ?	59 %	33 %	9 %
l'atteinte de l'objectif budgétaire sera difficile, compte tenu de l'état d'avancement des réformes nécessaires, notamment en santé et en éducation, et des négociations en cours avec les syndicats des employés du secteur public ?	88 %	7 %	5 %
si le gouvernement parvient à atteindre les cibles de dépenses, il risque d'y avoir une réduction du niveau de services offerts, voire même une disparition progressive du secteur public dans certains champs d'activité?	68 %	24 %	8 %
pour atténuer le risque de réduction du niveau de services avec le budget 2015-2016, le gouvernement doit viser des gains d'efficience dans l'organisation du travail et dans la prestation des services publics?	89 %	5 %	6 %
les revenus anticipés par le gouvernement dans le budget 2015-2016 sont, dans l'ensemble, assez réalistes ?	38 %	38 %	24 %

**Tableaux 3  
Question 3**

La Commission d'examen sur la fiscalité québécoise a remis son rapport le 19 mars dernier, lequel comporte 71 recommandations.

En rapport avec certaines recommandations de cette commission, croyez-vous que :

**Base : tous les répondants (n=176)**

	OUI	NON	Je ne sais pas / Refus
compte tenu de l'évolution prévue de l'économie à moyen terme, la réorientation générale de la fiscalité consistant à augmenter les taxes (dont la TVQ) et les tarifs pour réduire l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) est justifiée et opportune ?	63 %	30 %	8 %
compte tenu du niveau actuel de la TVQ et du contexte nord-américain, l'augmentation de cette taxe au niveau de 11% risque d'encourager sensiblement le marché noir au Québec, du moins pour certains produits et services ?	57 %	35 %	8 %
compte tenu que les gains en capital servent à compenser non pas seulement l'inflation, mais surtout la prise de risque d'un placement, il est hasardeux de songer à les imposer davantage que maintenant ?	52 %	38 %	11 %
l'idée d'éliminer les crédits d'impôts remboursables pour les grandes entreprises ou de pouvoir les reporter lorsqu'elles réaliseront des profits est justifiée pour les inciter à réaliser et à déclarer des profits ?	62 %	20 %	17 %
de façon générale, la Commission n'a pas suffisamment cherché à simplifier le système d'imposition pour les entreprises et les particuliers ?	43 %	29 %	28 %

Le prochain congrès de l'Association des économistes québécois aura lieu à Montréal, du 20 au 22 mai 2015, sur le thème « L'économie et la finance : y a-t-il une rupture ? ». Plusieurs questions importantes seront abordées lors de ce congrès et vous êtes invités, ci-dessous, à exprimer votre opinion sur quelques-unes.

**Tableaux 4**  
**Question 4A**

Le thème général du congrès fait référence aux interrogations souvent soulevées sur la place publique quant à une déconnexion possible entre l'économie financière et l'économie réelle, ou ce que certains qualifient de financiarisation de l'économie.

À cet égard, croyez-vous que le monde de la finance se distingue toujours, parfois, rarement ou jamais par :

**Base : tous les répondants (n=176)**

	Toujours	Parfois	Rarement	Jamais	Je ne sais pas / Refus
un soutien adéquat aux entreprises désireuses d'investir, d'innover et de développer leurs marchés ?	13 %	62 %	10 %	1 %	15 %
une solidité financière et une crédibilité qui constituent un attrait pour les investisseurs ?	26 %	56 %	6 %	1 %	11 %
l'offre de services aux individus qui facilitent grandement leurs transactions, leurs besoins d'emprunts et la gestion de leurs épargnes, à un coût relativement bas ?	21 %	40 %	26 %	3 %	10 %
des rendements forts appréciables pour les institutions et les ménages qui leur confient leur épargne ?	9 %	43 %	34 %	5 %	9 %

**Tableaux 5  
Question 4B**

Croyez-vous que le monde de la finance se distingue également par :

**Base : tous les répondants (n=176)**

	Toujours	Parfois	Rarement	Jamais	Je ne sais pas / Refus
la création de produits financiers opaques ?	16 %	68 %	3 %	0 %	12 %
la priorité accordée aux rendements trimestriels au détriment des perspectives stratégiques de moyen et de long terme ?	35 %	47 %	5 %	0 %	14 %
des pratiques trop souvent frauduleuses, qui supportent l'évitement fiscal et parfois même l'évasion fiscale, ainsi que des entorses à l'éthique dans certains cas ?	10 %	56 %	19 %	1 %	14 %
une prise de risques qui se fait parfois au détriment des déposants et qui nécessite, de temps à autres, l'intervention de l'État pour empêcher le système de s'écrouler ?	11 %	52 %	25 %	1 %	11 %

**Tableaux 6  
Question 5**

Depuis plusieurs années, l'attrait et la rétention au Québec de sièges sociaux d'entreprises financières ou autres semblent difficiles. Croyez-vous que :

**Base : tous les répondants (n=176)**

	OUI	NON	Je ne sais pas / Refus
ce phénomène puisse être attribuable à l'évolution des marchés financiers, qui a forcément fait naître de nouveaux acteurs financiers et de nouvelles pratiques d'investissement, rendant ainsi plus vulnérables certaines entreprises locales aux prises de contrôle étrangères ?	56 %	18 %	26 %
l'attrait de villes comme Toronto, Vancouver ou Calgary pourrait être attribuable au fait qu'elles se sont accaparées du marché des actions des entreprises (grandes capitalisations à Toronto et petites capitalisations à Vancouver et Calgary) alors que Montréal se concentrait dans le nouveau marché des produits dérivés ?	38 %	25 %	37 %



**Tableaux 7**  
**Question 6**

Concernant l'avenir de Montréal et le rôle attendu du gouvernement du Québec, croyez-vous que :

**Base : tous les répondants (n=176)**

	Oui	Non	Je ne sais pas / Refus
Montréal pourrait bien tirer son épingle du jeu en raison de sa spécialisation dans les produits dérivés, de la présence de plusieurs institutions financières d'envergure dont la CDP, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Laurentienne et les entreprises d'assurance, ainsi que de la disponibilité de professionnels et de chercheurs experts ?	67 %	11 %	22 %
le gouvernement du Québec devrait revoir le mandat actuel de l'Autorité des marchés financiers ?	23 %	25 %	52 %
l'Autorité des marchés financiers a les ressources nécessaires pour bien remplir son mandat?	23 %	18 %	60 %
le gouvernement du Québec devrait s'assurer que l'Autorité des marchés financiers a les ressources nécessaires pour bien remplir son mandat? <i>(Base : si non à l'énoncé précédent; n=31)</i>	100 %	0 %	0 %